



**EMMANUEL CARROZ**  
ADJOINT AU MAIRE  
EGALITÉ DES DROITS  
VIE ASSOCIATIVE

Grenoble, le 14 juin 2014

**Monsieur François HOLLANDE**  
**Président de la République Française**

Palais de l'Elysée  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

**Objet :** Votre proposition de nomination de M. Jacques TOUBON comme Défenseur des Droits

Monsieur le Président de la République

Votre proposition de nommer Jacques Toubon comme Défenseur des Droits est, pour nombre de Françaises et de Français engagés dans la lutte pour les droits humains, pour les citoyennes et citoyens ayant la mémoire des actes, une gifle.

Vous ne l'ignorez pas : M. Toubon s'est opposé à deux lois emblématiques consécutives à la victoire de la Gauche aux élections de 1981 : l'abolition de la peine de mort et la dépénalisation de l'homosexualité.

Malgré cela, vous avez décidé de cette proposition, malgré le climat actuel en France, malgré la progression d'idées les plus extrêmes, malgré l'homophobie décomplexée, malgré les difficultés de plus en plus grandes des associations luttant pour les Droits de l'Homme, malgré les difficultés de plus en plus grandes des collectivités locales à faire leur travail de cohésion sociale du fait de l'austérité imposée.

Aussi, Monsieur le Président de la République, les élus du Rassemblement Citoyen de la Gauche et des Ecologistes, majorité municipale, vous appellent à ne pas maintenir cette proposition qui entacherait les grandes avancées sociétales qui fondent l'identité et les valeurs de la République Française.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de mon profond respect.

Pour les élus du groupe Rassemblement Citoyen de la Gauche et des Ecologistes

**Emmanuel CARROZ**